

Libre-échange - Pourquoi les États-Unis soutiennent la ZLEA

Paul Cellucci
Ambassadeur des États-Unis au Canada

Édition du samedi 22 et du dimanche 23 novembre 2003

Une forte croissance, de plus grandes et de meilleures possibilités, un avenir prometteur. Voilà ce que l'ouverture des marchés et le commerce ont apporté au Canada et aux États-Unis, et voilà ce qu'ils apporteront aux autres peuples des Amériques.

Les ministres du Commerce de 34 pays démocratiques réunis cette semaine à Miami auront du moins ces avantages en tête lorsqu'ils tenteront de faire progresser les négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). En raison du ralentissement des négociations sur la mondialisation des marchés lors de la récente réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à Cancún, les pays d'Amérique devraient profiter de l'occasion qui s'offre à eux pour ouvrir leurs marchés et promouvoir la croissance économique et la prospérité qu'attendent les citoyens de tous les pays.

Le commerce figure en tête de liste du programme que les États-Unis ont élaboré pour la région. Les États-Unis se sont engagés à travailler à la création d'une zone de libre-échange véritable, globale et multilatérale, favorisant l'intégration hémisphérique. Les États-Unis et le Brésil coprésident les négociations sur la ZLEA et, de ce fait, se doivent de les faire progresser. Tous les participants doivent chercher à faciliter le dialogue afin que l'on puisse en arriver à un accord global et équilibré qui réponde aux demandes de l'économie moderne et mondiale d'aujourd'hui, tout en tenant compte de la situation particulière des pays plus petits et plus pauvres.

Les accords commerciaux doivent refléter le contexte économique moderne et mondial d'aujourd'hui et ne pas se limiter aux questions traditionnelles liées au commerce des marchandises. Nous devons prendre conscience des avantages que nous pouvons tirer d'une zone unique et intégrée de libre-échange au sein de laquelle le commerce s'effectue librement entre la Colombie et le Chili, la Jamaïque et l'Argentine, le Brésil et le Costa Rica.

Pour être concurrentiels dans le contexte économique mondial d'aujourd'hui, les entreprises ne peuvent plus compter uniquement sur leur productivité ou leur efficacité. Elles doivent pouvoir tirer parti d'un environnement où règnent l'efficacité et la compétitivité des services dont elles sont tributaires, d'un système d'investissement prévisible et équitable, de procédures douanières efficaces et prévisibles et d'un cadre gouvernemental de réglementation transparent. Les accords commerciaux modernes prévoient la mise en oeuvre de règles équitables et prévisibles pour toutes les parties en cause.

Un accord bénéfique

Les barrières commerciales engendrent une hausse des prix et restreignent les choix en ce qui a trait aux aliments et aux vêtements. L'objectif de la ZLEA est d'abaisser les tarifs, d'éliminer les barrières et de simplifier les formalités administratives, des facteurs qui contribuent à maintenir les prix à la hausse pour les 800 millions de consommateurs de l'hémisphère et qui empêchent l'achat et la vente des produits des pays qui en font partie.

Nous avons pourtant devant nous des exemples frappants de la façon dont le commerce peut améliorer notre qualité de vie. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) s'est avéré hautement bénéfique pour ses

trois signataires, le Canada, le Mexique et les États-Unis. Les réformes économiques mises en place par le Chili ont eu pour effet de réduire d'environ un tiers le taux de pauvreté. Le Mexique, qui, jusqu'au milieu des années 80, n'était même pas membre de l'organisme du commerce mondial ayant précédé l'OMC, a signé 13 accords de libre-échange en plus de l'ALENA et a été l'hôte de discussions sur la mondialisation du commerce.

C'est ce même type de possibilités qui s'offrira aux pays de la ZLEA : une augmentation des échanges qui permet une réduction de la pauvreté. Si les États-Unis ont accordé une attention particulière à la création de cette zone, ils n'en ont pas moins continué à travailler étroitement à l'élaboration d'accords sur mesure avec des pays intéressés à ouvrir leurs marchés avant la conclusion des négociations sur la ZLEA.

L'accord récemment signé entre les États-Unis et le Chili entrera en vigueur le 1er janvier. Les États-Unis et cinq pays d'Amérique centrale, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua, devraient conclure leurs négociations sur des accords de libre-échange en décembre. La vaste portée de ces accords et, éventuellement, celui de la ZLEA auront comme effet de favoriser la mise en place de réformes, comme le respect de la primauté du droit, de la transparence, de l'environnement et des droits des travailleurs.

Bien que très favorables à la libéralisation des échanges commerciaux, les États-Unis reconnaissent que tout accord commercial hémisphérique doit refléter la diversité économique existante. Dans les propositions qu'ils ont soumises aux négociations, les États-Unis ont tenu compte de ce facteur en prévoyant que les pays dont l'économie est de moindre taille, comme ceux des Caraïbes, pourront accéder plus rapidement aux grands marchés et bénéficier de plus longues périodes d'adaptation pour leurs secteurs fragiles.

De plus, les États-Unis ont prévu une aide de 150 millions aux pays de l'hémisphère pour renforcer leur capacité commerciale, c'est-à-dire pour se doter des ressources nécessaires leur permettant de participer pleinement aux négociations commerciales sur l'ouverture des marchés. Les États-Unis appuient les mesures prises par la Banque interaméricaine de développement (BID) pour aider les pays à consolider leurs ressources publiques et privées dans le cadre de la mise en oeuvre de leurs réformes commerciales.

Fermeture et stagnation

Il est normal que les gens craignent le changement. Beaucoup de gens se posent aussi des questions aux États-Unis. Pourtant, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la performance des pays qui ont ouvert leurs marchés parle d'elle-même, et ce, tant du côté des pays en développement que parmi les économies plus développées. Maintenir des barrières économiques et bureaucratiques entre les pays ne fait que perpétuer l'inefficacité, limiter les possibilités, «verrouiller» les systèmes et empêcher les travailleurs, les entreprises, les consommateurs et les agriculteurs d'atteindre leur plein potentiel. Le coût à long terme de la fermeture des marchés est bien évident, il engendre la stagnation des économies. Solidité et intégration caractériseront la ZLEA, une zone où les pays membres pourront ensemble être concurrentiels et relever les défis liés à la mondialisation du commerce.

Les négociations sur la ZLEA ne se termineront pas lors de la rencontre ministérielle de Miami. L'objectif de cette réunion est de familiariser les négociateurs avec les moyens qui permettront de réduire les écarts et d'élaborer un accord ambitieux et équilibré. Beaucoup de travail reste à faire. Au cours des semaines et des mois à venir, nous connaissons des hauts et des bas, des revers et des succès. Cependant, comme l'a déclaré le président Bush à Québec lors du Sommet des Amériques en 2001 : «Notre vision est grandiose, nous voyons un hémisphère démocratique lié par la bonne volonté et le libre-échange. C'est beaucoup demander, mais c'est aussi une occasion unique. Nous en portons la responsabilité.»

